

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR - JUILLET 2021 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

La situation des charges et ressources du Trésor à fin juillet 2021 fait ressortir un déficit budgétaire de 42,6 MM.DH, contre un déficit de 42,1 MM.DH à la même période de 2020.

Cette situation devrait être analysée en tenant compte :

- d'un effet de base lié à l'impact sur les recettes fiscales de l'arrêt brutal de l'activité en 2020, notamment durant la période du confinement ;
- de l'excédent de 9 MM.DH à fin juillet 2020 du Fonds spécial pour la gestion de la pandémie Covid-19 recouvrant des ressources mobilisées de 33,7 MM.DH et des dépenses de 24,7 MM.DH ;
- du redressement de l'activité économique au 1^{er} semestre 2021, en relation notamment avec la bonne campagne agricole, le raffermissement de la demande intérieure et le déroulement de la campagne de vaccination dans des conditions favorables ;
- de l'assouplissement, durant les mois de juin et juillet 2021, des mesures de restriction sanitaires ;
- du renchérissement des cours internationaux des produits énergétiques notamment le gaz butane.

RECETTES

Affermissement des recettes fiscales

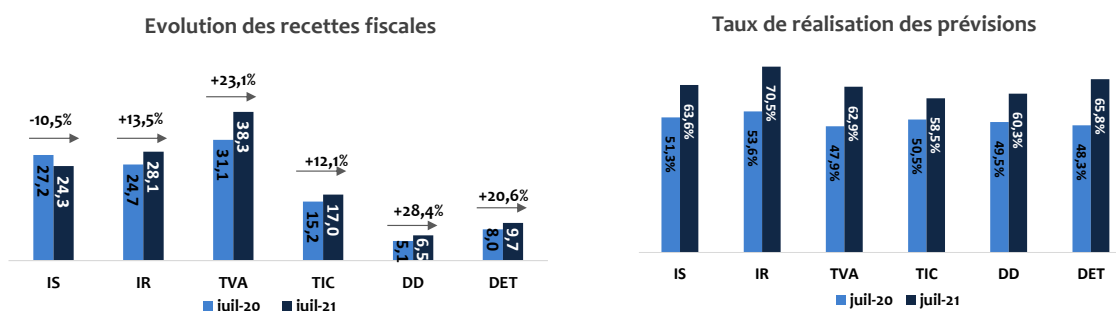
...

Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, une hausse de près de 10,3 MM.DH comparativement à fin juillet 2020 et un taux de réalisation de 58,2% par rapport aux prévisions de la loi de finances (LF).

Les recettes fiscales ont affiché un bon comportement, à l'exception de l'IS qui a reculé de 2,9 MM.DH ou 10,5%, en relation notamment avec la baisse de l'activité en 2020. Globalement, les recettes fiscales se sont inscrites en hausse de 10,6 MM.DH ou 9,3%, enregistrant ainsi un taux de réalisation de 63,9%. Cette augmentation est de 14,1 MM.DH ou 12,3%, si l'on tient compte de la contribution de solidarité affectée, en 2021, au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux ont pour leur part atteint un montant de 4,8 MM.DH, soit quasiment au même niveau que celui à fin juillet 2020.

Les principales évolutions ayant caractérisé le comportement des recettes fiscales se présentent comme suit :

- Amélioration de l'IR de 3,3 MM.DH ou 13,5% sous l'effet notamment des recettes générées par l'IR sur salaire (+1 MM.DH) et sur les profits fonciers (+786 M.DH) ainsi que par les deux opérations de régularisation spontanée de la situation fiscale du contribuable (+836 M.DH) ;
- Hausse des recettes de la TVA à l'intérieur de 2,5 MM.DH ou 21,6%, tirée par la poursuite du redressement de la demande intérieure suite notamment à la reprise de la consommation des ménages ;
- Progression de la TVA à l'importation de 4,7 MM.DH ou 24%, des taxes intérieures de consommation de 1,8 MM.DH ou 12,1% et des droits de douane de 1,4 MM.DH ou 28,4%, en liaison respectivement avec la progression des importations (+19,5% à fin juin) et des mises à la consommation ;
- Progression des recettes au titre des droits d'enregistrement et de timbre de 1,7 MM.DH ou 20,6%.



...et recul des recettes non fiscales

Pour leur part, les recettes non fiscales se sont inscrites en baisse de 614 M.DH attribuable au recul des fonds de concours (-3,6 MM.DH). Cette baisse a été atténuée par l'augmentation de 1,9 MM.DH des produits provenant des établissements et entreprises publics, notamment au titre des dividendes de l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie (+1,3 MM.DH) et de l'OCP (+1 MM.DH).

DEPENSES

Hausse des dépenses...

L'exécution des dépenses ordinaires fait ressortir une augmentation de 9,6 MM.DH ou 6,9% et un taux d'exécution de 60,8%.

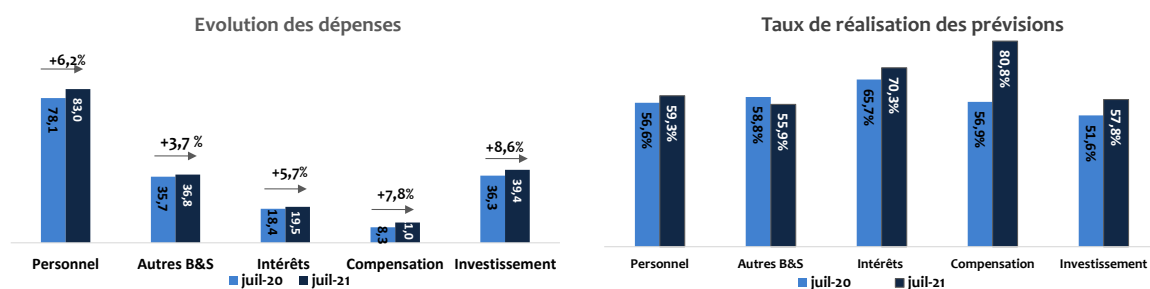
L'évolution de ces dépenses par rapport à fin juillet 2020 s'explique par la hausse des dépenses de biens et services de près de 6 MM.DH attribuable à hauteur de 4,9 MM.DH aux dépenses de personnel, notamment sous l'effet des rappels (+2,7 MM.DH) et des mesures de la 3^{ème} tranche de l'augmentation des salaires décidée en 2019 dans le cadre du dialogue social, et à hauteur de 1,1 MM.DH aux « autres biens et services ».

La charge de la compensation a augmenté, quant à elle, de 2,6 MM.DH en liaison notamment avec la hausse du cours du gaz butane qui a atteint une moyenne de 547 \$/T.

Les intérêts de la dette se sont inscrits en hausse de 1,1 MM.DH attribuable aux intérêts de la dette extérieure pour un montant de 699 M.DH et à ceux de la dette intérieure pour 353 M.DH.

Ces évolutions des recettes et des dépenses ordinaires se sont traduites par un solde ordinaire négatif de 12,2 MM.DH contre -12,8 MM.DH à fin juillet 2020, soit une amélioration de 635 M.DH.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions ont atteint 39,4 MM.DH, contre 36,3 MM.DH un an auparavant. Comparativement aux prévisions de la LF 2021, leur taux de réalisation s'est chiffré à 57,8%.



COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de près de 9 MM.DH contre 7 MM.DH à fin juillet 2020.

A noter que les ressources des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte d'un montant de 3,5 MM.DH correspondant au produit de la contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires et les revenus, affecté au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale en vertu de la LF 2021.

FINANCEMENT

Un besoin de financement couvert principalement par recours au marché domestique ...

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 14,4 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de l'ordre de 56,9 MM.DH.

Ce besoin a été couvert principalement par le recours au marché de la dette intérieure et la mobilisation de financements extérieurs pour des flux nets respectifs de 31,1 MM.DH et 3,5 MM.DH, ainsi que par la hausse des dépôts au Trésor pour un montant de 11,1 MM.DH et du flux net des placements sur le marché monétaire (+3,9 MM.DH).

Le flux de l'endettement intérieur recouvre des souscriptions pour un montant de 88,6 MM.DH, contre 97,8 MM.DH au titre de la même période de 2020, et des remboursements en principal pour 57,6 MM.DH, contre 56,5 MM.DH. Celui de l'endettement extérieur recouvre des tirages de l'ordre de 9,1 MM.DH, contre 15 MM.DH à fin juillet 2020, et des amortissements de 5,6 MM.DH contre 4,3 MM.DH un an auparavant.

SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

En M.DH

	juillet	Loi de finances	juillet	Juillet 2021 / Juillet 2020		Taux de réalisation
	2020	2021	2021	en %	en valeur	en %
I - RECETTES ORDINAIRES	127.697	236.907	137.975	8,0%	10.278	58,2%
RECETTES ORDINAIRES (hors privat.)	127.697	232.907	137.975	8,0%	10.278	59,2%
Recettes fiscales	114.290	195.578	124.878	9,3%	10.588	63,9%
- Impôts directs	54.906	80.112	53.368	-2,8%	-1.538	66,6%
- Impôts indirects	46.295	89.970	55.329	19,5%	9.034	61,5%
- Droits de douane	5.056	10.768	6.494	28,4%	1.438	60,3%
- Enregistrement et timbre	8.034	14.729	9.688	20,6%	1.654	65,8%
Recettes non fiscales	11.692	38.029	11.078	-5,3%	-614	29,1%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	3.341	17.118	5.248	57,1%	1.907	30,7%
- Autres recettes	8.351	16.912	5.830	-30,2%	-2.521	34,5%
- Privatisation	0	4.000	0	-	0	-
Recettes de certains CST	1.714	3.300	2.019	17,8%	305	61,2%
- Fonds de soutien des prix	149	600	146	-	-3	24,3%
- Fonds spécial routier	1.565	2.700	1.873	19,7%	308	69,4%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	169.832	308.038	180.550	6,3%	10.718	58,6%
DEPENSES ORDINAIRES	140.532	246.938	150.176	6,9%	9.643	60,8%
Biens et services	113.797	205.710	119.770	5,2%	5.973	58,2%
Personnel (1)	78.093	139.860	82.963	6,2%	4.870	59,3%
Autres biens et services	35.704	65.850	36.807	3,1%	1.103	55,9%
Dettes publiques (2)	18.403	27.678	19.455	5,7%	1.052	70,3%
Intérieure	16.321	23.560	16.674	2,2%	353	70,8%
Extérieure	2.082	4.118	2.781	33,6%	699	67,5%
Compensation (3)	8.332	13.550	10.951	31,4%	2.619	80,8%
SOLDE ORDINAIRE	-12.836	-10.031	-12.201	-4,9%	635	121,6%
INVESTISSEMENT	36.280	68.100	39.363	8,5%	3.083	57,8%
dont Fonds spécial routier	641	2.700	1.460			54,1%
SOLDE DES CST (4)	6.980	7.000	8.989	28,8%	2.009	128,4%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-42.135	-71.131	-42.575	1,0%	-439	59,9%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-6.000		-14.367		-8.367	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-48.135	-71.131	-56.942	18,3%	-8.807	80,1%
FINANCEMENT INTERIEUR	37.413	36.780	53.470		16.058	145,4%
Endettement intérieur	41.213		31.055		-10.158	
Autres opérations	-3.800		22.415		26.215	
FINANCEMENT EXTERIEUR	10.723	34.351	3.472		-7.251	10,1%
Tirages	15.021	41.000	9.083		-5.938	22,2%
Amortissements	-4.298	-6.649	-5.611		-1.313	84,4%

(1) Y compris les charges sociales au titre de la part patronale, classées auparavant au niveau des "Autres biens et services".

(2) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(3) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(4) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	juillet	Loi de finances	juillet	Juillet 2021 / Juillet 2020		Taux de réalisation
	2020	2021	2021	en %	en valeur	en %
RECETTES FISCALES	114.290	195.578	124.878	9,3%	10.588	63,9%
Impôts directs	54.906	80.112	53.368	-2,8%	-1.538	66,6%
Taxe professionnelle	195	69	124	-36,4%	-71	180,8%
Impôt sur les sociétés (I.S)	27.187	38.236	24.328	-10,5%	-2.859	63,6%
Impôt sur le revenu (I.R)	24.737	39.797	28.071	13,5%	3.334	70,5%
Contribution de solidarité sur les bénéficiaires	2.124	0	72	-96,6%	-2.052	-
Taxe urbaine/d'habitation	20	34	15	-25,0%	-5	44,1%
Majorations	633	1.924	744	17,5%	111	38,7%
Autres impôts directs	10	52	14	40,0%	4	26,9%
Impôts indirects	46.295	89.970	55.329	19,5%	9.034	61,5%
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	31.122	60.907	38.314	23,1%	7.192	62,9%
(Intérieure)	11.750	24.714	14.285	21,6%	2.535	57,8%
(Importation)	19.372	36.193	24.029	24,0%	4.657	66,4%
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	15.172	29.063	17.015	12,1%	1.842	58,5%
(Tabacs)	6.293	11.211	6.431	2,2%	138	57,4%
(Produits énergétiques)	7.948	15.926	9.435	18,7%	1.487	59,2%
(Autres)	932	1.926	1.149	23,3%	217	59,7%
Droits de douane (D.D)	5.056	10.768	6.494	28,4%	1.438	60,3%
Enregistrement et timbre (D.E.T)	8.034	14.729	9.688	20,6%	1.654	65,8%
RECETTES NON FISCALES	11.692	38.029	11.078	-5,3%	-614	29,1%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	3.341	17.118	5.248	57,1%	1.907	30,7%
- Autres recettes	8.351	16.912	5.830	-30,2%	-2.521	34,5%
- Privatisation	0	4.000	0	-	0	-
Recettes de certains CST	1.714	3.300	2.019	17,8%	305	61,2%
Fonds de soutien des prix	149	600	146	-	-3	24,3%
Fonds spécial routier	1.565	2.700	1.873	19,7%	308	69,4%
RECETTES ORDINAIRES	127.697	236.907	137.975	8,0%	10.278	58,2%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Privat.)	127.697	232.907	137.975	8,0%	10.278	59,2%